

Bons baisers pour la Russie : pourquoi l'OTAN fait ses plus grandes manoeuvres militaires depuis près de 20 ans



Du 25 octobre au 24 novembre prochains, un exercice majeur de l'OTAN prendra place dans l'Atlantique Nord, pour simuler une intervention militaire relevant de l'article 5 du traité.

Avec Jean-Sylvestre Mongrenier

Atlantico : Comment comprendre un exercice dont la dimension semble inédite? Faut-il y voir un changement de « ton » de la part de l'OTAN, vis à vis de la Russie ?

Jean-Sylvestre Mongrenier : De fait, la dimension de cet exercice militaire est inédite depuis le début des années 2000. S'ils sont très inférieurs aux effectifs et matériels engagés par la Russie dans l'exercice « Vostok-2018 » (297.000 hommes) conduit en septembre dernier, et à ceux de « Zapad-2017 » l'année précédente (entre 70.000 et 100.000 hommes, en lieu et place des 12.700 annoncés par Moscou afin de contourner le Document de Vienne), le niveau n'en est pas moins élevé : 45.000, 150 avions et 60 navires. En 2016, un exercice « Trident Juncture » avait été précédemment mené en Méditerranée. Il avait mobilisé environ 36.000 hommes. Cette année, l'exercice se déroulera en Norvège et dans l'Atlantique Nord, un espace océanique dont la maîtrise, dans le cas d'une grande guerre en Europe, serait essentielle pour l'acheminement de renforts depuis les Etats-Unis et le Canada. Politiquement et militairement, c'est une manière de réaffirmer l'indivisibilité de la sécurité dans l'espace transatlantique.

Si les romans policiers et séries télévisées scandinaves ont fait entrer cette péninsule l'espace nordico-baltique dans le paysage mental français, il reste que la dimension stratégique et géopolitique de ces territoires demeure méconnue. Membre de l'OTAN, la Norvège est un pays qui partage une frontière d'environ 200 kilomètres (196 km) avec la Russie. C'est également un pays riverain de la mer du Nord, ouvert sur l'océan Arctique, une zone dont on sait l'importance grandissante et la place qu'elle occupe dans la grande stratégie russe (cf. la valorisation des ressources pétrogazières de la zone, bien plus qu'une nouvelle route maritime entre Asie et Europe). Enfin, la Norvège est l'un des principaux pays exportateurs de pétrole et de gaz vers l'Europe occidentale, à terme vers l'Europe centrale et orientale également. Les destinées de la Norvège sont donc essentielles à la sécurité énergétique européenne. Au regard des exercices, manoeuvres et de la présence de soldats de nations alliées sur le territoire norvégien, nous sommes aux antipodes du scénario de la série TV « Occupied ».

De surcroît, l'exercice « Trident Juncture » associe des nations n'appartenant pas à l'OTAN mais s'éprouvant comme menacées par le révisionnisme géopolitique russe. Ainsi en va-t-il de la Suède et de la Finlande, deux « Etats non-alliés », liés à l'OTAN et ses pays membres à travers le Partenariat pour la Paix et divers accords bilatéraux ou multilatéraux. La Finlande a une frontière longue de 1340 kilomètres avec la Russie. Historiquement, elle a éprouvé dans sa chair l'agressivité et le révisionnisme de la « Russie-Soviétique ».

Gardons en mémoire la « guerre d'Hiver » de 1939-1940, la reprise des opérations sur le territoire finlandais en 1944, les pertes humaines, les prises territoriales (cf. Vyborg et la Carélie, le port de Hanko et des îles du golfe de Finlande, la région de Salla en Laponie, la région de Petsamo et la péninsule de Rybatchi, riveraines de la mer de Barents) et les réfugiés finlandais (12 % de la population totale). Seul le courage des Finlandais a permis d'éviter la pure et simple satellisation de leur pays à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale : la « finlandisation » a été acquise au prix du sang.

Quant à la Suède, elle est située dans le voisinage de la Russie, sur la rive opposée de la mer Baltique. Au beau milieu de cette mer par où passe le gazoduc Nord Stream (le deuxième est en cours de construction), l'île suédoise de Gotland est particulièrement exposée. En conséquence, la Suède a décidé de remilitariser cette île et de rétablir le service militaire. Son statut d'Etat « non-allié » ne doit pas être compris comme une neutralité stricto sensu ou une démission à l'égard des risques et menaces régionales.

La Suède et Finlande sont donc menacées par le retour de puissance de la Russie et les objectifs révisionnistes de sa politique extérieure, animée par l'idée que Moscou devrait prendre sa revanche sur l'issue de la Guerre Froide. Le rattachement manu militari de la Crimée à la Russie ainsi que le déclenchement d'une « guerre hybride » au Donbass auront provoqué une réaction politique et un nouvel effort militaire de ces deux pays, accoutumés de longue date au pesant voisinage russe et à ses dangers. Aussi se rapprochent-ils de l'OTAN, notamment au moyen d'exercices de type « Trident Juncture ». Ce faisant, Suède et Finlande affirment leur solidarité géopolitique avec les Etats baltes, membres de l'OTAN, ainsi que la Norvège.

Notons à ce propos les deux pays appartiennent au Northern Group, un forum politique et militaire qui regroupe des Etats du nord et du nord-ouest de l'Europe. Constitué en 2010, il organise des consultations interministérielles, des rencontres d'experts stratégiques, mais également des exercices militaires. Sous certains aspects, c'est une ligue hanséatique d'un nouveau genre alliant coopération politique et militaire d'une part, relations de bon voisinage et commerce de l'autre. Il faut être attentif à ces développements qui concourent à la sécurité de l'ensemble OTAN-UE.

Un tel exercice n'est-il pas de nature à renforcer le discours de Vladimir Poutine opposant toujours plus Occident et Russie ? Comment briser cette logique ?

Ne mêlons pas les causes et les conséquences. S'il y a effectivement un changement de « ton » de l'OTAN et de ses pays membres à l'égard de la Russie, c'est du fait de l'attitude et de la politique russes, dans les discours ainsi que dans les actes (embargos gaziers à l'encontre de leurs voisins et clients, en fonction d'objectifs géopolitiques ; discours et menaces mêlant nationalisme panslave, eurasisme et néo-soviétisme ; guerres à la Géorgie puis à l'Ukraine, thématique du « monde russe »). C'est à la longue et sous l'emprise de la nécessité que l'OTAN et ses Etats membres sont convenus de conduire à nouveau de grands exercices militaires visant à préparer la défense des frontières orientales de l'Europe. En cela, l'agression russe en Ukraine, amorcée dès l'été 2013 avec une « guerre » économique et commerciale contre ce pays, aura été décisive. S'adapter à la nature et à l'intensité de la menace, résister à cette politique d'intimidation ne sont en rien provoquer. Aussi importe-t-il de mettre en perspective les relations entre la Russie et l'OTAN, afin de démonter le discours de propagande selon lequel les Occidentaux, sans discontinuer, auraient mené une politique de containment, et ce malgré la fin de la Guerre Froide.

La propagande du Kremlin traite l'OTAN comme une sorte de causalité diabolique, incarnation d'un Occident voué de toute éternité à la perte de la Russie. A l'évidence, la thèse ne tient pas sur les temps longs de l'Histoire. A la fin du Moyen-Âge, avec l'affaiblissement des pouvoirs universels (la Papauté et le Saint-Empire), la Respublica christiana s'est défaite. Si l'Occident comme sphère de civilisation existe bel et bien, rois et princes sont en lutte pour la suprématie. C'est la version européenne et occidentale du temps des « Royaumes Combattants » dans l'histoire de la Chine (et auparavant, de la période « Printemps et Automne », dominée par la figure de Confucius). Politiquement et militairement, il n'existe pas de monde occidental rassemblé par l'hostilité à l'encontre de la Moscovie.

Dans la période contemporaine, certaines puissances occidentales ont été à plusieurs reprises alliées à la Russie, et ce contre d'autres puissances occidentales : voir les guerres napoléoniennes ou encore les deux guerres mondiales. Il faudra l'installation des Bolcheviks au pouvoir, Staline et la transformation de l'URSS en « superpuissance » (l'expression date de 1944) pour que l'Occident, désormais sous la direction des Etats-Unis, s'unisse et endigue l'expansionnisme soviétique. Cela correspond à cette « guerre de Cinquante Ans » dont Georges-Henri Soutou a magistralement dressée l'histoire.

Au sortir de ce long conflit, l'OTAN et ses Etats membres ont mené une politique d'ouverture à l'égard des anciens pays du Pacte de Varsovie, Russie comprise. En 1994 est mis sur pied le Partenariat pour la Paix, sorte de sas d'entrée pour un certain nombre de PECO (Pays d'Europe centrale et orientale), de forum de coopération pour la Russie, les Etats du Sud-Caucase et d'Asie centrale. La décision d'accepter la candidature des PECO, dont le plus grand nombre est entré dans l'OTAN en 1999 et en 2004, n'est pas allée sans hésitations et débats. La crainte d'un vide géopolitique dans l'Europe médiane, entre Baltique et mer Noire, avec de possibles conflits nationalistes et territoriaux comme ceux d'ex-Yougoslavie, auront pesé dans la décision. Du reste, ce sont les PECO qui ont fait acte de candidature : stricto sensu, ce n'est pas d'une « expansion de l'OTAN ».

Par ailleurs, l'élargissement de l'OTAN n'a pu se faire que sur la base d'un consensus interne. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'une sorte de mécanisme infernal ou de l'action d'un pouvoir occulte, comme certains semblent le croire. Lorsque la France et l'Allemagne ont marqué leur opposition à un futur élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie, lors du sommet de Bucarest (avril 2008), elles ont été entendues et ces deux pays n'ont pas obtenu leur Membership Action Plan (un plan de pré-adhésion). Malheureusement, la suite des événements a donné à tort à Paris et Berlin. Censé ménager et apaiser la Russie, ce refus a été interprété par le Kremlin comme un « feu vert » : les deux pays restés à l'extérieur de la sphère de l'OTAN ont été agressés. Une preuve par les faits : malheur aux pays qui n'appartiennent pas aux instances euro-atlantiques.

Négligée à certains égards, la Russie n'a pas été purement simplement oubliée, moins encore traitée avec mépris au cours de ces années. En 1997, l'OTAN et ses pays membres signent avec elle un « Acte fondateur Russie-OTAN », socle d'une coopération

spécifique. Par la suite, les développements du conflit en ex-Yougoslavie et la guerre du Kosovo (1999) provoquent un « creux » dans les relations russo-occidentales. Dans les capitales occidentales, on est pourtant soucieux de mettre à profit l'élection d'un nouveau président russe afin de relancer la coopération. Vladimir Poutine apparaît alors comme étant moins obsédé par le « paramètre américain », i.e. l'obsession de maintenir une illusoire parité géopolitique avec les Etats-Unis.

Les attentats du 11 septembre 2001 accélèrent le rapprochement. En contrepartie d'une certaine solidarité stratégique lorsque les Etats-Unis et leurs alliés lancent une opération contre les Talibans et les camps d'Al-Qaida en Afghanistan (7 octobre 2001), Poutine pense pouvoir négocier le retour de la Russie dans l'« étranger proche » (l'espace post-soviétique). Tout au plus aura-t-il bénéficié d'une certaine complaisance occidentale à l'égard de la guerre menée en Tchétchénie. C'est dans ce contexte que la coopération entre l'OTAN et la Russie a été rehaussé (voir l'établissement en 2002 du Conseil OTAN-Russie).

Pourtant, la relation se détériore très vite. Bien plus que la guerre en Irak, les « révolutions de couleur » en Géorgie et en Ukraine sont décisives. Envers et contre les faits, elles sont vues à Moscou comme l'effet d'un complot occidental. Plus fondamentalement, il semble que Poutine ait investi ses espoirs dans une sorte de « nouveau Yalta » lui laissant la possibilité de resatelliser tout ou partie de l'ex-URSS. En Géorgie comme en Ukraine, les actes ont suivi. Sur toutes les frontières de l'Europe, les tensions sont fortes et, depuis 2015, les rivalités géopolitiques s'étendent au Moyen-Orient, bientôt en Afrique du Nord (cf. infra). Bref, la situation ne s'explique pas par des effets de paronymie et des perceptions erronées, sur fond de malentendu.

Comment envisager la suite des relations entre Occident et Russie dans un tel contexte ?

La situation de guerre froide interroge quant à l'avenir des relations russo-occidentales. Aussi justifié soit-il, il est vrai que l'élargissement de l'OTAN aux PECO, et par la suite à des Etats balkaniques, laissait ouverte la question de la place et du rôle de la Russie. A la fin de la Guerre Froide, James Baker, secrétaire d'Etat de George Bush père, avait évoqué la formation d'une vaste Communauté euro-atlantique, « de Vancouver à Vladivostok ». L'idée n'a pas été abandonnée sous Clinton (1992-2000), mais d'autres priorités se sont imposées, dont l'après-guerre du Golfe au Moyen-Orient, l'imposition de la paix en ex-Yougoslavie et la « transition » des PECO. La politique d'« engagement » de la République populaire de Chine, i.e. la tentative d'insertion de cette puissance émergente dans les réseaux de la mondialisation, était également prenante.

D'une certaine manière, Bill Clinton et ses principaux conseillers avaient pris la mesure de l'immensité de la tâche en Russie, irréductible à une sorte de « grande Pologne » : il fallait du temps pour espérer pouvoir mener avec succès une grande politique occidentale à l'Est. Schématiquement, Clinton jugeait que les PECO seraient intégrés au monde occidental en dix ou quinze ans. Il faudrait vingt-cinq ans pour l'Ukraine et cinquante ans pour la Russie. Si l'on schématise, cette vision s'inscrivait sur fond de « fin de l'Histoire » : non pas fin des conflits et des événements, mais fin des idéologies et faillite définitive des modèles opposés à l'Occident.

Depuis le milieu des années 2000, nous avons basculé dans une nouvelle guerre froide. Si l'on veut fixer le début du conflit géopolitique entre la Russie et l'Occident, la prise de la Crimée, le 18 mars 2014, et le déclenchement d'une « guerre hybride » dans le Donbass, fournissent de commodos repères. Au Moyen-Orient, l'alliance Moscou-Damas-Téhéran et le front russo-chiite qui a pris forme, entre Méditerranée orientale et golfe Arabo-Persique, rivalisent avec la coalition américano-occidentale qui, flanquée de puissances sunnites, lutte contre l'Etat islamique.

En somme, la Russie, bloquée en Ukraine par la réaction occidentale, a ouvert un nouveau front dans une autre aire géopolitique. In fine, le révisionnisme géopolitique de Vladimir Poutine, la volonté de poser la Russie en « Etat perturbateur » et le retour permanent sur le conflit Est-Ouest autorisent le parallèle avec la Guerre Froide. De fait, on retrouve les mêmes protagonistes, sur le même axe géographique, mais avec des frontières déplacées de 1500 km vers l'Est. Du point de vue russe, les accords qui ont scellé la fin du conflit Est-Ouest ne sont que des armistices provisoires, et le temps de la revanche est venu. Enfin, les ingérences russes dans la campagne présidentielle américaine ont tendu plus encore la relation entre Moscou et Washington. Annoncée par Donald Trump le 20 octobre dernier, la sortie américaine du traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (1987) – violé depuis plusieurs années par la partie russe (cf. le missile « Novator », d'une portée supérieure à 500 km) -, s'inscrit dans ce contexte de nouvelle guerre froide. Depuis le retrait russe du Traité FCE (Forces conventionnelles en Europe), en 2007, l'architecture de sécurité mise en place à la fin de la Guerre Froide était branlante (voir l'irrespect du Document de Vienne). Désormais, elle est menacée d'effondrement.

Afin de bien signifier les limites à ne pas dépasser, l'OTAN mène des exercices sur le territoire des Etats les plus menacés (cf. supra). Lors du sommet de Newport, les 4 et 5 septembre 2014, les Alliés ont décidé l'établissement d'une « Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation » (Very High Readiness Joint Task Force). Ce « fer de lance » de la Force de réaction de l'OTAN regroupe sept pays européens, dont le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Norvège. Le prépositionnement d'armements lourds américains sur le territoire des Etats centre-est européens de l'OTAN, situés dans le voisinage de la Russie, est une autre conséquence de la nouvelle guerre froide. En 2015, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils stationneraient des armements lourds pour une brigade, soit 5 000 hommes. Les pays concernés sont les trois Etats baltes, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie, mais le matériel tournera dans la région pour les exercices interalliés. Les infrastructures de l'OTAN se « déplacent » aussi vers l'Est. Les Alliés ont décidé l'installation de huit centres de commandement et de contrôle dans la région, avec un quartier général de haut niveau.

Les Etats centre-est européens de l'OTAN bénéficient donc d'une plus forte présence américaine et ouest-européenne, cette « empreinte militaire » matérialisant les garanties de sécurité (l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord). Le secrétaire général de l'OTAN a précisé que ces déploiements, purement défensifs et proportionnés, ne remettraient pas en cause l'accord OTAN-Russie, ce à quoi sont particulièrement attentifs les Etats d'Europe occidentale. Confirmé lors du sommet de Varsovie (8-9 juillet 2016), l'ensemble de ces mesures de réassurance vise à renforcer la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN sur l'axe Baltique-mer Noire, notamment au Nord-Est (région nordico-baltique).

Au-delà du renforcement du pouvoir militaire de l'OTAN, la plupart de ses membres insistent sur la nécessité de maintenir ouverte la

possibilité de négocier une nouvelle détente (le bien mal nommé « dialogue » politique : négocier n'est pas dialoguer), voire de mettre en place un partenariat. Si l'intention est louable, la perspective est très incertaine. Après une période de suspension, le Conseil OTAN-Russie se réunit à nouveau, non plus tous les six mois mais tous les huit mois. En l'état des choses, ces réunions sont centrées sur la réduction des risques.

La simple évocation d'un partenariat ne saurait dissimuler le fait que nous ne sommes plus dans les années 1990-2000. L'horizon stratégique n'est pas le même, Russes et Occidentaux s'inscrivant dans des logiques opposées. Ainsi la quasi-alliance entre Pékin et Moscou doit-elle être prise avec le plus grand sérieux : le Kremlin se voit en leader idéologique d'un front anti-occidental qui aurait pour lui le temps et le sens de l'Histoire. N'imaginons pas que Poutine ne ferait que renforcer sa main afin de mieux négocier les termes de l'échange avec l'Occident. Sa politique chinoise fait songer à ce que l'amiral Castex appelait la « manœuvre de Gengis Khan ».

In fine, l'OTAN et ses Etats membres privilégient les menaces qui pèsent sur le flanc nord-est de l'Alliance. Toutefois, la Russie mène des manœuvres, plus discrètes mais non moins réelles, dans le sud de la Russie ainsi qu'en Crimée. Le Donbass et le bassin de la mer Noire constituent un autre champ de confrontation où un conflit régional pourrait éclater et prendre de l'ampleur. La Russie est également active au Levant et dans l'Orient méditerranéen. Cet engagement s'étend en Afrique du Nord, des forces russes ayant été récemment déployées en Cyrénaïque (Libye orientale), et ce à partir de bases égyptiennes. Moscou développe une grande stratégie sur les limites méridionales de l'Europe, avec de probables effets sur les enjeux énergétiques et migratoires, au cœur de la « plus grande Méditerranée ». Négligés par l'Union européenne, les Balkans sont également le possible théâtre de futurs événements conflictuels, Moscou entendant conserver ou récupérer positions stratégiques, marchés énergétiques et Etats clients.

Ce n'est pas en battant sa coulpe et en menant des politiques d'apaisement que risques et menaces seront désamorçés. Il est d'ailleurs curieux de constater combien certains des dénonciateurs du masochisme occidental, véhiculé par le tiers-mondisme, sont prompts à faire pénitence à l'égard de la Russie. C'est le même « pattern » : d'un côté des hommes-causes accusés de tous les maux, de l'autre des hommes-effets qui ne feraient que réagir aux vices et provocations des premiers. Manœuvres et exercices de l'OTAN ne visent qu'à dissuader le pouvoir russe de tout aventurisme militaire. Au-delà, dans un monde où des puissances titanesques mobilisent de redoutables énergies, il est bon de réaffirmer l'unité politique, stratégique et militaire de l'Occident.